

Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques

001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[9 289 761]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	163 545 138 624 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	[] NA [X] NAP

Commentaires Due to the difference in the exchange rate, the public expenditure in Euro shows an increase of 31.3% while in local currency an increase of 17.1% is observed.



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[38 169]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[37 686]

[] NA

Commentaires

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[3.9423]

Autorisation de décimales : 5

[] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Central Bureau of Statistics (www.cbs.gov.il); Bank of Israel (www.boi.org.il); The Ministry of Finance Budget Department.

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire



006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des

tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	503 266 148 [] NA [] NAP	502 822 272 [] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	376 716 869 [] NA [] NAP	386 227 795 [] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	27 316 795 [] NA [] NAP	24 274 584 [] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	18 217 563 [] NA [] NAP	17 354 803 [] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	64 813 394 [] NA [] NAP	62 639 871 [] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	923 876 [] NA [] NAP	706 454 [] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	3 036 382 [] NA [] NAP	1 734 627 [] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	12 241 269 [] NA [] NAP	9 884 138 [] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The year 2020 was managed without an approved state budget and therefore only vital and necessary expenses were incurred for this period. Any expenditure required the approval of an internal exceptions committee which made the implementation of the budget difficult.

Since the last data collection cycle, there has been a decrease in the annual public budget allocated to investments in new (court) buildings as no new buildings were built in 2020, while three new buildings were built in the previous cycle. There has also been a decrease in the annual public budget allocated to training as due to the Pandemic and the lack of an approved state budget, most of the planned training was cancelled or postponed and the total budget was reduced.

In addition, it is necessary to keep in mind that some of the variations in the budget between one cycle to the other can be underestimated or overestimated due to variations in the exchange rates of the Euro. We would also note that under the category of "other" we saw fit to include the budget for: Maintenance of government vehicles, Parking spaces for employees, Office equipment and office furniture, clothing, medical costs, The swearing-in ceremonies of judges, the budget for the internal audit department, the Department of Public Relations, the Israeli Courts Research Division, the Office of the Judiciary Spokesperson, the Supreme Court Museum, the legal

department, external unions and associations that hire national service volunteers who serve in courts, court libraries, etc.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

	Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?
en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions :

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- The filing fee for a fixed sum of money claim that is filed in the Magistrate's Court is 2.5 percent of the contested amount and no less than 761 NIS (193.03€). The same percent is charged for a fixed sum of money claim that is filed in the District Court, or for an administrative action filed in the Administrative Affairs Court. However, in those cases there will be a charge of 1% for any additional amount claim above 24,163,178 NIS (6,129,208.33€).

With respect to claims on other matters, that are not fixed amounts of money claims, the filing fee is a set sum as specified in the Court Rules. It is also important to note that there are fee orders that are subjected to a refund. For example, a court fee in a civil case can be refunded if the proceeding was settled or discontinued before the third pre-trial hearing was held. Another example is a refund of a fee fully paid by a party that was entitled to an exemption or fee reduction under the regulations at the time the fee was paid. For this reason, the revenues of the State of Israel from court fees are calculated after deduction of the fees refunded to the parties.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[193]

[] NA

[] NAP

Commentaires Although the court filing fee is 2.5 percent of the contested amount (75 Euro), the minimum fee required is 761 NIS (193.03€)- as stated above). Please notice that due to the difference in the exchange rate, the court fee in Euro shows a increase of 10.6% compared to last cycle, while in local currency there is increase of only 1.5%.

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[87 258 706]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	88 736 269 [] NA [] NAP	47 434 238 [] NA [] NAP	41 302 031 [] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	83 409 430 [] NA [] NAP	42 107 399 [] NA [] NAP	41 302 031 [] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=



012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires A claimant who receives legal aid for other than criminal cases is exempt from payment of court fees, in accordance with the Court Rules (Court Fees), 2007. In criminal cases, generally there are no court fees. Under the Legal Aid Regulations, 1973, legal aid in other than criminal cases can be granted, up to a certain sum, for fees of witnesses, experts and medical experts, as well as for copying and translation of documents. Under the Public Defender Law, 1995 and the Public Defender Regulations, 1996, legal aid in criminal cases can be granted for fees of experts and investigators in accordance with the tariffs stipulated therein, as well as costs for copying and translating documents.

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	142 125 952 [] NA [] NAP	141 488 867 [] NA [] NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP	() Oui () Non [X] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser :

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[X]
Nombre d'affaires nouvelles	[]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[]	[]
Nombre d'affaires terminées	[]	[]
Autre	[]	[]

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser :

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : regarding the arbitration and allocation of the budget stage - the request for the budget is submitted to the budget department. They, together with the Deputy Head of the Court Administration, go over the budget and make changes if needed and then present the Head of the Court Administration with their recommendation. The Head of the Court Administration is that who approves the final budget and its allocation.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Courts' Management - Budgetary Department; Courts' Management - Accounting Department; Ministry of Finance - Budget Department; Ministry of Justice - Budget Department.

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	2 523 856 630 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 231 976 120 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences :

015-2. Eléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

	Inclus
Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui () Non [X] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP
Cour constitutionnelle	(X) Oui () Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'exécution	(X) Oui () Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP

Protection judiciaire de la jeunesse	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Other includes the witness protection program

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Ministry of Finance - Budget Department

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The Israeli judiciary is divided into six districts. In each district, there are magistrate, district and labor courts. Each of these instances has a court president, in charge of all leadership responsibilities, and vice presidents that manage the judges of different judicial departments (by fields of law). Additionally, each instance has a District Administrator in charge of the non-judicial staff and the management of operational and administrative tasks.

The court presidents are accountable to the President of the Supreme Court, who serves as the head of the judiciary. The District Administrators are accountable to the Director of the Court's Administration who also manages the administration of the courts and reports to the minister of justice.

The President of the Supreme Court sets the targets and goals for the judiciary and for the court presidents, with the goal of providing efficient and professional judicial services to litigants and to the public.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné

?

- The district attorneys are responsible for the professional and administrative management of the district attorney's offices. In Israel there are six geographical districts - Jerusalem, Tel Aviv, Central, Haifa, North and South. In each geographical district there is a civil district attorney who is responsible for representing the state in the magistrates and district courts in his area of civil and administrative law, as well as a criminal district attorney who is in charge of the criminal prosecution. The district attorneys are subordinate to the state attorney (in administrative matters), who heads the state attorney's office.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/>] NA <input type="checkbox"/>] NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/>] NA <input type="checkbox"/>] NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/>] NA <input type="checkbox"/>] NAP	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/>] NA <input type="checkbox"/>] NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- The Public Defense (Under The Ministry Of Justice) currently provides legal representation throughout the criminal proceeding stages, starting with advising suspects during police interrogation, through to representation in detention and arrest hearings, representation in the criminal trial, submitting appeals and requests for permission to appeal, further hearing requests and retrial requests, and ending with representing prisoners in front of parole committees, representing sex offenders in proceedings by the Protection the Public from Sex Offences Law and representing the mentally ill subject to involuntary commitment before psychiatric committees. Eligibility for representation is possible for various circumstances according to the Public Defender Law.

The Legal Aid Department (Under The Ministry Of Justice) provides legal aid on other than criminal matters for low-income applicants who are eligible for it pursuant to the statutory provisions. However, In matters of family law, legal aid is provided before that, in an attempt to reach consensus between the parties. Legal aid is also provided for preparation legal documents (such as wills), as well as representation in administrative committees, such as in forced hospitalization matters, and partly in other administrative committees such as care and evaluation committees (by The juvenile Law), in placement committee (by The special education Law), and in national insurance committees – when they are part of a judicial procedure. Furthermore, legal aid is provided for all (not just low-income applicants) in special matters: victims of serious sexual offenses, Holocaust survivors, adoption, whistleblowers, forced medical action, forced hospitalization, victims of trafficking in human beings and slavery, debt enforcement of inter-state alimony.

Upon receipt of the application for legal aid a preliminary examination is made of the conditions of eligibility for legal aid, in accordance with the conditions prescribed in the Legal Aid Law, 5732 – 1972 and the Legal Aid Regulations, 5733 – 1973.

After an application has been submitted and a file opened at the district office, you will be summoned to a meeting with a lawyer at the office you applied to. In certain places and in order to make things easier for the applicants living some distance from the Legal Aid office they belong to, the office's lawyers will meet with the applicants at the welfare offices of the local authorities nearest to their place of residence.

After the meeting with the lawyer, and after you have provided the documents you are required to provide, the office decides whether or not to grant you legal aid, and exactly for what proceedings the legal aid will be granted, all pursuant to the statutory provisions.

In the areas of "classic" family law (divorce, alimony, visitation) and in the area of debts, after examining the economic eligibility, the applicant receives an appointment as a lawyer within 48 hours, without the need for an interview with a district attorney.

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	190 031 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	100 647 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

En matière autre que pénale	89 384 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
------------------------------------	---	--	--

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant : Legal Aid includes legal advice and principally, representation before legal forums by lawyers appointed by the Department. With regard to legal representation in criminal cases, such representation includes: consultation for suspects during police interrogation; representation in detention hearings, including petitions to detain a suspect until the end of proceedings; representation during criminal trials and sentencing, filing appeals and leaves to appeal, applications for reviews and retrials; representing prisoners before parole committees; and representing mentally ill, forcibly hospitalized patients before psychiatric evaluation committees.

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : The timeframes of the legal aid procedures are not determined by law and can be changed from case to case.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Victimes	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The legal assistance for accused individuals is provided under the conditions and circumstances set by the law. In 2017, the Legal Aid Law was amended. Legal Aid is authorized to provide free legal assistance to victims of severe sexual offences in criminal proceedings and to victims and their families in manslaughter offences (as specified in chapter 2.2.1).

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d’octroyer l’aide judiciaire complète ou partielle ?

Oui

Non

Commentaires - Veuillez préciser si d’autres critères sont pris en compte pour l’octroi de l’aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l’interprétation des données ci-dessus : In regard to civil law matters, legal aid will be provided without examining the economic eligibility of those who seek legal aid in the following situations: when it concerns matters of social security, Holocaust survivors, forced hospitalization, representation of parents in an adoption process, children and youth matters, The collection of child support from parents in the State of Israel for their children who reside abroad, representation of victims of human trafficking, victims of hostile acts and terror acts, medical matters under the law of legal capacity and guardianship, legal assistance to workers who expose corruption in their workplace, victims of severe sexual assault, or with regard to the prohibition of discrimination in services, products and entrance to places. In all other civil matters, the income and assets evaluation for granting legal aid is based on a monthly income of up to 67% of the average gross monthly income, and realizable assets equal up to three times the average gross monthly income. With regard to criminal law matters, a person shall be entitled to public representation without a precondition of an economic eligibility test in each of the following situations:

- When the criminal proceedings might have severe and crucial impact on that person's life (e.g. extended detention until the end of procedures, imprisonment, psychiatric hospitalization, and extradition).
- The defendant suffers from a personal disability that inhibits the basic ability to defend oneself (e.g. mute, blind or deaf defendants; those who are mentally ill or suffer from cognitive disorders; minors).
- Untypical evidence or criminal legal proceedings in trial also entitle representation by a public defender (e.g. pre-trials, video testimony, hearsay submitted by a special investigator, etc.).
- Public defense will also be provided in criminal cases for defendants who are unable to afford private representation or when other circumstances require the nomination of a public defender in order to guarantee fair proceedings and prevention of injustice. Section 18 of the Public Defense Act lists all grounds for appointing a public defense attorney.

This goes to show that in practice, the economic eligibility test is rarely applied in criminal cases and has become marginal, due to the broadened scope of defendants who are eligible to receive public defense.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	22 217 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 290 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	22 217 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 290 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l’aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l’action (par exemple pour caractère abusif de l’action en justice ou lorsque l’action n’a aucune chance d’aboutir) ?

Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire :

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

- () le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale
- () un autre juge ou fonctionnaire
- (X) une instance extérieure au tribunal
- () plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	() Oui (X) Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Ministry of Justice - The Legal Aid Department; The Ministry of Justice - The Public Defender's Office.

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

Oui, adresse(s) internet :	Non
----------------------------	-----

Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) http://main.knesset.gov.il/Activity/Legislation/Laws/Pages/LawAboutSite.aspx?g=2	()
A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://supreme.court.gov.il/sites/en/Pages/home.aspx	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://main.knesset.gov.il	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) https://www.gov.il/en/Subjects/law_and_government/legislation	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » :

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

- () Oui, toujours
 (X) Non
 () Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est fournie :

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

	Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Mineurs (témoins ou victimes)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Minorités ethniques	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Other vulnerable persons are entitled to the same arrangements as the categories mentioned above:

* Elderly people are eligible to legal aid by the legal clinics in Bar-Ilan University.

* Victims of human trafficking and forced marriage are entitled to legal aid.

Other special arrangements include: * Persons with disabilities are entitled to receive services from the court's secretariat without waiting in line, and may receive accessibility adjustments such as a transcription service or a sign language translation, an oral description of the documents presented in court, review of documents through an audio file or other common media file, etc.

* Ethnic minorities are entitled to translation services during the hearings; * Victims of domestic violence are entitled to the use of a safe house; * Victims of sexual violence are entitled to protection inside and outside of the courts; * Publishing personal details and photographs of minor defendants, offenders and witnesses are prohibited;

* The testimony of a victim of crime who is a minor shall be heard in court no later than 90 days from the day the indictment was filed, unless otherwise justified by special circumstances. In addition, all hearings in the matter of minors are closed-door hearings.

*The Ministry of Justice has established a unit that handles complaints of racism.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

[X] Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

[X] Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

[X] Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser

NAP

Commentaire Children under the age of 14 are interrogated by a police child investigator who is an expert professional, and not by a regular investigator. A police child investigator can testify in court instead of the child who is under the age of 14, if recommended by the investigator.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment]14 <input checked="" type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Minors can participate in court proceedings in their own name, and that applies to all procedures. The law in Israel states that a minor is a person under the age of 18, and that any legal action of a minor requires the approval of his or her legal guardian (the parents of a minor child are the legal guardians of that child). In most civil cases, the interest of minors is represented by their legal guardian, or by Guardians ad litem (a Court Appointed Special Advocate in cases where there has been an allegation of child abuse, child neglect, PINS, juvenile delinquency, or dependency). By law, minors can initiate legal proceedings and can be witnesses. However, the court must explain why he relies on the testimony of a minor under the age of 14 and must explain in a language understood by the minor that he must provide a truthful testimony.

"Other" in Civil proceedings refers to the approval of the guardian of the minor with regard to the capacity to initiate a proceeding, and to the obligation of the court to justify the use of a testimony of a minor under the age of 14 with regard to the capacity to be a witness.

In criminal proceeding Minors are those who were between the ages of 12-18 years at the time they committed an offense. Unrepresented minors in such proceedings are entitled to representation from the Public Defender's Office.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

Procédure civile	Procédure pénale

Parent/ tuteur légal	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input checked="" type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input checked="" type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique <input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit <input checked="" type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
 Capacité de discernement
 Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- 12]
 NA
 NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- 12]
 NA
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : From the age of 12, a minor can be sentenced to a juvenile detention center, however, only from the age of 14 can he/she be sentenced to prison.

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
 Oui, toujours
 Non

Commentaire

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est-elle allouée ?

- Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According to section 77 of The Penal Code Law, the court may demand compensation for the victim in all types of offences. If the victim is a minor (under the age of 18), the State of Israel immediately finances up to 10,000 NIS (2,536.5 EUR) of the compensation awarded to the victim, and is then collected from the perpetrator of the offense.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According to section 77 of The Penal Code Law, the court may demand compensation for the victim in all types of offences. If the victim is a minor (under the age of 18), the State of Israel immediately finances up to 10,000 NIS (2,536.5 EUR) of the compensation awarded to the victim, and is then collected from the perpetrator of the offense.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

NAP

Commentaire - Veuillez préciser : According to section 77 of The Penal Code Law, the court may demand compensation for the victim in all types of offences. If the victim is a minor (under the age of 18), the State of Israel immediately finances up to 10,000 NIS (2,536.5 EUR) of the compensation awarded to the victim, and is then collected from the perpetrator of the offense.

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable : Every year, the Law Enforcement and Collection Authority publishes data on the number of pending cases for damages awarded by the courts to victims of crime. These figures show that the number of cases that opened in 2020 decreased by 16% in comparison to 2018. Furthermore, the number of pending cases in 2018 (20180 cases) increased slightly to 21,199 by 2020, while the victims in 8% of these cases were minors. Concerning the recovery rate of compensation for victims of crime, we were unable to obtain more recent data than that presented in the evaluation cycle of 2016 (2014 data): the recovery rate of compensation for an adult is about 52%, while for a minor it is close to 90%. The reason for the high recovery rate for minors, in comparison with the lower rate for adults, stems from the special legal arrangement concerning minors. In the framework of this arrangement, the state finances up to 10,000 NIS out of the compensation awarded to the victim. The state will then collect that debt from the perpetrator of the offense.

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

036. Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser :

037. Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

	Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) :

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice



038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input checked="" type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : The Prime Minister's Office conducts an annual survey (since 2014) regarding satisfaction with all governmental authorities. This survey measures the satisfaction of court users in respect to the service rendered via internet, telephone information center and secretariat services (only at the magistrate courts level). *The report for 2020 has not been published yet.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Instance supérieure	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Ministère de la Justice	1 718 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	1 002 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : The data provided in question 41.1 in the Ministry of Justice category includes:

- 926 complaints submitted to the Ombudsman for Complaints against Judges, about both the general judicial system and the religious courts as well.
- 25 complaints submitted to the officer in charge of enforcement agents in the enforcement and collection authority.
- 422 complaints submitted against execution registrars of the enforcement and collection authority (who are responsible for the enforcement of judicial decisions). These complaints were not included in the 2018 cycle (In 2018, 341 complaints were submitted).

- 345 complaints submitted to the Ombudsman of the State Representatives in the Courts (291 complaints against the State Attorney's Office and 54 complaints against the Police Prosecution Division).

Other external bodies includes the Internal Auditors Division at the Courts Administration (1002 complaints).

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	36 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	1 [] NA [] NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	6 [] NA [] NAP

Commentaires The judicial system in Israel is comprised of two systems:

1) The general court system unified under the management, administration and budget of the Courts' Management. We note that in Israel the specialized labor courts are subordinate to the general court system's management.

2) Specialized courts that include the military courts (subordinate to the ministry of defense) and the religious courts (subordinate to the ministry of justice).

We emphasize that the districts courts serve as both an appellate court and as a first instance court, alongside the magistrate courts. In addition, the Israeli Supreme Court should be considered a first instance court when it functions as the High Court of Justice (dealing with petitions filed against state authorities and other public bodies) and as such we have decided to include it in this cycle.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des faillites	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux du travail	5 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP
Tribunaux des affaires familiales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux administratifs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions :

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	35 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	39 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	29 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le licenciement	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Le vol avec violence	6 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires In 2019, the Insolvency and Economic Rehabilitation Law, 2018, came into force, which transferred the authority to discuss insolvency proceedings of an individual from the District Court to the Magistrate's Court.

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance :

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[8 573]

Commentaires In 2018 Small Claims Courts were allowed to hear claims up to 33,500 NIS / 7,806€ (suitable to the exchange rate of 2018). In 2020 the allowed sum is 33,800 NIS). Due to the difference in the exchange rate the maximum sum in Euro shows decrease of 8.9% while in local currency increase of 0.1% is observed.

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Construction and Logistics Division of the Courts Administration, the website of the ministry of justice and the Israeli defense force website.

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	721 [] NA [] NAP	349 [] NA [] NAP	372 [] NA [] NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	495 [] NA [] NAP	224 [] NA [] NAP	271 [] NA [] NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	210 [] NA [] NAP	113 [] NA [] NAP	97 [] NA [] NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	16 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : For reasons of caution, we note once again that the numbers provided above do not include judges in the military court system or the religious court system. We were able to receive information regarding the number of judges in the religious courts:

- Rabbinical courts – 105 rabbinical judges - Sharia courts- 17 religious court judge (at first instance- 12 males+1 female; at second instance- 4 males)
- Druze religious courts- 7 religious court judge. In addition we were able to obtain information regarding the number of judicial authorities that do not preside in the general court system, but are under the auspice of the Ministry Of Justice:
- Land Registry and Settlement of Rights - 8 Land Registrars (equivalent to a magistrate judge), who bear responsibility for settlement of rights of title to land situated within the territories of the State.

- Israel Patent Office - 2 Patent Registrars (equivalent to a magistrate judge), who are authorized to grant patents and to manage the Patent Registry. - Appellate Tribunals - 11 judges. These tribunals discuss appeals regarding the decisions of the Population and Immigration Authority on entry / residence in Israel and citizenship matters. - The Administrator General and the Official Receiver – Public Inquiries - 4 Registrars (equivalent to a magistrate judge)



=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

- () Oui
- (X) Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

- [] Garde d'enfants
- [] Soins aux personnes âgées
- [] A des fins de retraite anticipée
- [] Autre raison, veuillez préciser
- [] Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
1. En première instance (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP	[] NA [] NAP

Commentaires

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
- () 50 – 60%
- () 60 - 80%

() Plus de 80 %

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	721 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Première instance	495 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Deuxième instance	210 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Cours suprêmes	16 [] NA [] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires :

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	21 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP	7 [] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	12 [] NA [] NAP	9 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	8 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP	3 [] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	1 [] NA [] NAP	0 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

Commentaires Due to the small amount of court presidents, even a change of one judge can cause a discrepancy of 25%.

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	49 [] NA [] NAP

Donnée en équivalent temps plein	8 [] NA [] NAP
----------------------------------	------------------------

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires Half of the professional judges sitting in courts on an occasional basis (27) listen to parole commission cases. They hear the majority of these cases. The other half of professional judges who sit occasionally, handle a variety of cases, however only handle a small portion of them.

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	433 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	30 [] NA [] NAP

Commentaires All in all, in 2020 there were 433 public representatives in the regional and national labor courts. These representatives sit with professional judges on panels. These panels comprise of a judge, a public representative of employees, and a public representative of employers

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	(X)	()
Affaires pénales (infractions mineures)	()	(X)	()
Affaires familiales	()	(X)	()
Affaires de droit du travail	(X)	()	()
Affaires de droit social	()	(X)	()
Affaires commerciales	()	(X)	()

Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser :

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires



=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	4 473 [] NA [] NAP	1 305 [] NA [] NAP	3 168 [] NA [] NAP
1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	76 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	48 [] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	955 [] NA [] NAP	186 [] NA [] NAP	769 [] NA [] NAP

3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	2 015 [] NA [] NAP	490 [] NA [] NAP	1 525 [] NA [] NAP
4. Personnels techniques	699 [] NA [] NAP	573 [] NA [] NAP	126 [] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	728 [] NA [] NAP	28 [] NA [] NAP	700 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : Subsection 5 (other) refers to court typists.

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	4 473 [] NA [] NAP	1 305 [] NA [] NAP	3 168 [] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires We are not able to differentiate between instances for the following categories of non-judge staff : security officers, cleaning workers, national service and non-judicial staff which work in the court administration buildings. Aside from those categories, the rest of the non-judge staff are divided by instances as follows: first instance: 2,470 (381 males/2089 females), second instance: 755 (135 males/620 females) and third instance: 207 (62 males/145 females)

We were able to receive partial information regarding the Sharia courts:

1. Total non-judge staff working in courts at first instance level- 64 [17 males (1 of them students), 47 females (16 of them students)].
2. Total non-judge staff working in courts at second instance (court of appeal) level- 9 [3 males (0 students), 6 females (2 of them students)].

=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

[] Pour l'aide judiciaire

[] En matière familiale

Pour les ordres de paiement

Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

Exécution des affaires civiles

Exécution des affaires pénales

Pour les affaires non contentieuses

Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions : A similar body to the Rechtspfleger is the registrar for succession in administrator general and official receiver office (subordinate to ministry of justice). The duties of the registrar for succession include:

Issuing or cancelling succession orders; Correcting of errors in wills; Appointment of an estate manager etc.

The registrars are judicial officers who hold quasi-judicial functions in certain matters of primarily civil litigation as established by law, in order to ease the workload of judges.

These matters include, inter alia, issuance of temporary court orders, payment procedures, default judgments, dismissal of cases where the plaintiff failed to prosecute, etc. The decisions received in these matters are subject to appeal. The basic requirements for a registrar candidate are identical to those of a candidate for a magistrate court judge, i.e. inscribed as a member or entitled to be a member of the Israel Bar Association, and at least five years of professional legal experience. Some appointed judges also function as registrars, in addition to their duties. These judges were not included here, and are mention in a comment regarding the professional judges in question 46.

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) :

Commentaires maintenance; construction, Courts' Telephonic Information Centre; translators;

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Courts' Management - human resources department

3.3.Ministère public

3.3.1. Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	1 267 [] NA [] NAP	411 [] NA [] NAP	856 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus :

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

[] Garde d'enfants

[] Soins aux personnes âgées

[] A des fins de retraite anticipée

[X] Autre raison, veuillez préciser Health reasons

[] Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP	1 [] NA [] NAP

1. En première instance (%)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires The percentage of prosecutors working part time is 0.3% of the total number of prosecutors (0.2% Male; 0.2% Females).

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

- () Moins de 50 %
() 50 - 60%
() 60 - 80%
() Plus de 80 %
 NA
 NAP

Commentaires The percentage of part time position differs between the prosecutors and ranges from less than 50% up to 80% of a full time equivalent prosecutor.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	20 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : The numbers provided are for both the Police Prosecution Department and the State Prosecutor's Office, the division is as follows: the State Attorney's Office- 17 (8 males, 9 females) – heads of the district and state offices

the Police Prosecution Division-3 (2 males, 1 females) – heads of the the central prosecution department, the traffic prosecution department and the Department for Business Licensing. In addition, there are 15 prosecution unit heads under these departments (9 units in the central prosecution department and 6 units in the traffic prosecution department).

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[]

[X] NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

() Oui

(X) Non

[] NAP

Commentaires

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : With regard to these issues, some prosecutors undergo specialized training and handle these complex cases, accompany the victims throughout the legal proceedings, and train other prosecutors. In addition, some prosecutors are trained and appointed in the Conditional Case Settlement Unit (CCSU) for quasi-judicial positions in which they prepare settlement arrangements with suspects. If the conditions of the settlement are met, the cases against them are closed.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	777 [] NA	173 [] NA	604 [] NA

Commentaires

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	(X)	()
des notaires	(X)	()
des agents d'exécution	(X)	()

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X)	()
des procureurs	(X)	()
du personnel non-juge	(X)	()
des avocats	(X)	()
des notaires	(X)	()
des agents d'exécution	(X)	()

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser :

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non
Chefs des ministères publics	() Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment] (X) Non

Commentaires

3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

(X) Oui

() Non

Pièces-jointes

 GenderEquality2015-2019.pdf

 GuidelinesWR2016.pdf

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ?

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de justice concernant :

	Oui, veuillez préciser	Non
Le recrutement des juges	(X)	()
La promotion des juges	(X)	()
Le recrutement des procureurs	(X)	()
La promotion des procureurs	(X)	()
Le recrutement du personnel non-juge	(X)	()
La promotion du personnel non-juge	(X)	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a

changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Such institutions include:

1. The Authority for the Advancement of the Status of Women (AAW). The AAW was legally established in 1998 as part of the Prime Minister's Office and its purpose was to advance the status of women in Israel and coordinate between governmental and non-governmental bodies acting to promote the status of women. Since 2016, the AAW has become an important unit in the Ministry of Social Equality.
 2. The Gender Equality Department in the CSC which was established in 1995 and continues to coordinate and enhance the issues of gender equality in the Civil Service, including: locating, appointing, training, guiding and ongoing management of over 80 Gender equality advisors stationed in all government ministries and units; participating in Knesset Committees; integrating gender perspectives in decisions adopted in the CSC; holding training sessions and promoting female leadership as well as conducting courses on prevention of sexual harassment for cadets, senior staff members etc. In addition, the Department for Gender Equality in the CSC publishes an annual report, "Leading for Change", which included all the activities taken to advance gender equality in the Civil Service.
 3. The advisor on women's affairs in the Israeli police force (including the police prosecutors), in charge of promoting conditions that allow for the optimal use of the capabilities of women serving in the police force; promoting equal opportunities for women during their service; assimilating women into the police service and into leading positions in the police.
- In addition to that, Gender Commissions are established in every Government Ministry Under the Commissioner's Guideline 1/2016 (which established the work-from-home-pilot). They are instructed to examine the barriers regarding equal parenthood and create ways to tackle them

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) Please see comment above.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) These institutions serve an information and consultative function.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect

de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	(X)	()
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	(X)	()

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions :

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	(X)	()
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	(X)	()
Remplacement des personnes absentes	(X)	()
Organisation des audiences	(X)	()
Autres	(X)	()

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : -In the last several years, a variety of ventures were initiated in the area of Enhancing the Recruitment of Women in Civil Service Tenders, such as: courses for preparing women for tenders; limiting high ranks positions tenure so to allow more women to occupy positions in the Civil Service; and conferences held by the Department of Gender Equality in cooperation with the Senior Department for Examinations in the Civil Service on the issue of gender and cultural biases in human resource tenders in the Civil Service. The Department of Gender Equality is an active participant in various teams of the CSC on this issue, for example, the "Tree of Knowledge" team on active recruitment of women, The Determination of Threshold Conditions for Management in order to verify the removal of barriers to the advancement of women in high ranked positions. In addition, the Department of Gender Equality in the CSC was included in June 2016 as one of the authorizing entities for job descriptions for positions filled via the headhunting committees of the Civil Service.

-Furthermore, extensive changes in policy to promote work-life balance for parents, and an emphasis on adequate representation of workers for all senior positions were taken. -The Department of Gender Equality division also handles issues related to the wording

and approval of new threshold conditions for senior tenders, mentoring and training programs for women aimed at creating a managerial reserve, and differential focused work plans for each ministry in accordance with the barriers for promoting gender equality they deal with. For more information in Hebrew see: the Civil Service Commission website: | (www.gov.il)

les mesures prévues (veuillez préciser) : -Several measures are planned to take place, such as: designating jobs for women in organizations that do not meet the criteria for advancing women, expansion of rights for parents (men and women) for children under the age of five, reducing bureaucracy and making forms and documents accessible online, correction of the law to allow fathers to easily implement maternity leave for the period of birth and parenthood.

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires It is important to note that the "Gender Equality measure in the Civil Service" (which includes the judicial profession) has increased by about 5% since 2019. This measure presents the percentage of women in senior management positions, salary gaps between men and women in these positions, and conduct actions & guidance on gender equality and equal opportunities in work.

NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

Procédures de recrutement, veuillez préciser: In March 2020, a study was published that presents a snapshot and overview of activities on the subject of gender equality and the advancement of women between the years 2015-2019. See: GenderEquality2015-2019.pdf (www.gov.il) In this report, they referred to the Stauber report and its implementation: The Committee for the Advancement of Women in the Civil Service ("Stauber Committee") was appointed in 2014 by the Civil Service Commissioner (MMAD) and the Supervisor of Wage and Employment Agreements in the Ministry of Finance. This report presented the barriers and the main reasons for the current status of women in the civil service, ways of dealing with them and more. Following the publication of the report, the Government of Israel requested that the Israel Executive Committee act to implement the Committee's recommendations, including, inter alia, proposing legislative amendments and granting an "Advanced Employer Certificate" to the ministry that meets appropriate representation goals set by the Commissioner.

Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:

Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:

Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser: "Making Women's Invisible Work Visible: Barriers to the Incorporation of Women into Israel's Labor Market" published in 2020 --2020--.pdf (vanleer.org.il) The study seeks to explore the ways that "invisible" tasks, that are neither defined nor recognized as labor and is not compensated as such, serves as a barrier to the equal integration of women in the formal labor market and their promotion therein. Studies recognize that "invisible" work is a gendered phenomenon: women perform different kinds of invisible tasks, and they perform it more than men. The study seeks to highlight these tasks as a powerful mechanism that impacts the status of women in the formal labor market in Israel.

Autres études, veuillez préciser:

NAP

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

	Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- Oui
- Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- les processus opérationnels
- la charge de travail
- les ressources humaines
- les coûts
- autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact) For example, it increased the collection of the second half of the court fee, which must be paid before the first hearing of the case (The Courts Regulations Fees Law).

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- Oui
- Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision

062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès While there is a national record centralizing all criminal

convictions, the authorities who have direct access to these records are the Israeli police and criminal prosecutors from both the Police Prosecution Division and the State Attorney's Office. By law, the police are required to manage the national record of criminal convictions. There are two databases: (1) the national record of criminal convictions; (2) the national record of traffic violation convictions, which is managed by the national traffic department in the police. Judges do not have direct access to the national record.

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input checked="" type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	() dans tous les tribunaux	() Oui
	() dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	(X) Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() Non
	(X) non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnexion d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Accessible aux parties <input type="checkbox"/> Publication de la décision en ligne <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> Non accessible <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Entièrement intégré, y compris BI <input type="checkbox"/> Intégré <input type="checkbox"/> Non intégré mais connecté <input type="checkbox"/> Pas du tout connecté <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Court fees are included under "justice expenses management".

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pour les procureurs	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

Oui

Non

Commentaires

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique

Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[]	[] SMS [X] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour

Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires Some types of information cannot be electronically transferred, for example video recordings, audio recordings, color photos, etc.

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input checked="" type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant.

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

Oui

Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires All District and one Magistrate court are equipped with video conferencing software. It is used mainly in cases in which the victim is a minor, and their testimony is given in a separate room so that they will not have to see the offender. It has also been used in order to reduce the number of detainees brought to court but not in cases of the first request for remand, only the second and up. In cases in which a witness resides abroad, at the expense of the parties, they can obtain a testimony through video conferencing.

In addition, The court system has implemented Skype for Business software in the courts, which allows video calls between court presidents and vice-presidents who sit in other courts in the district.

COVID-19 in 2020 has led to an increase in VC use mainly in criminal proceedings (especially arrest proceedings).

In previous years, we chose 100% deployment rate seeing as all district courts have VC systems and one magistrate court, and in all courts, the parties can bring external recorders to record the hearing. However, the deployment rates that we answered in this cycle seem to reflect our system more accurately, thus the change in our answer.

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires Hearings can be recorded, but by law there must be a written protocol as well, so all recordings are then transcribed and signed by a judge. The use of recording hearings can be seen mainly in the complex civil and criminal cases in the District courts.

However, a party can request that a hearing be recorded at their own expense.

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
---------------------	-----------------------	-----------------------------

Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Since October 2014, a special committee established in the Courts Administration examines and sets quality standards for the entire court system. Reducing the duration of procedures, reducing backlog, improving clearance rates, and setting timeframes are some of the standards that were defined. These standards are now implemented and tracked in a new system called "Ofek".

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires The specialized team is part of the Courts Management Statistics and Economics Department.

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

Oui

Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- Oui
- Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Police Prosecution Division defined the following indicators: Number of incoming cases, length of proceedings ,number of resolved cases, number of pending cases, productivity of prosecutors and prosecution staff, satisfaction of prosecution staff. The Public Prosecutors Office defined the following indicators: number of incoming cases, length of proceedings, number of resolved cases, number of pending cases, backlogs, clearance rates and percentage of convictions and acquittals

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- Oui
- Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- Annuelle
- Moins fréquente

(X) Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

[X] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[X] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[X] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

(X) Annuelle

() Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

[X] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance

[X] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)

[X] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires This answer is true only for the Public Prosecutors Office. The Police Prosecution Division answered NO to this question

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieur de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :President of the Supreme Court and the Manager of the Courts' Administration, as well as court presidents.

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :The commanders in charge of the prosecutors

Commentaires Other also includes the Deputy State Attorney for criminal cases.

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time

autre (veuillez préciser) :Other includes pending tasks on the electronic docket etc, number of decisions delivered, and age of cases.

Commentaires Other includes pending tasks on the electronic docket etc, number of decisions delivered, and age of cases.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Other include the number of investigation cases in which indictments were filed, the number of investigation cases in which arrest requests were submitted, number of cases that required further investigation, number of cases that were postponed until the perpetrator was found, number of closed cases. The Public Prosecutors Office defined the following activities: number of incoming cases, length of proceedings, number of resolved cases, number of pending cases, backlogs, satisfaction of users, disposition time and percentage of convictions and acquittals.

The Police Prosecution Division defined the following activities: Number of incoming cases, length of proceedings, number of resolved cases, the number of investigation cases in which indictments were filed, the number of investigation cases in which arrest requests were submitted, number of cases that required further investigation, number of cases that were postponed until the perpetrator was found, and the number of closed cases.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative

Commentaires

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
---------------------------------	-----

dans les tribunaux	(X) The computerized case management system alerts the judge and the judicial staff at some junctions, for some procedures, for example, when a case should be monitored for lack of prosecution.	()
dans les services du ministère public	(X) The timeframe from the opening of the case until the submission of the indictment, the timeframe from the sentencing until the conviction is reported in the national record of criminal convictions, and the length of the proceeding	()

Commentaires With regards to the public prosecution services, the provided answer is relevant only for the Public Prosecutors Office, and not for the Police Prosecution Division

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) : Courts' Management - Statistics and Economics Department
<http://elyon1.court.gov.il/heb/haba/dochot/main.htm>

() Non

Commentaires

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :

() Non

Commentaires

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : For example, according to the supreme court president's directive, all court presidents must submit a semi-annual report to the Supreme Court President concerning the status of cases in which children's testimonies are heard.

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

[] Internet

[] Intranet

[X] Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

() Annuelle

() Moins fréquente

(X) Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

[X] Internet

[X] Intranet

[X] Diffusion papier

Commentaires The Public Prosecutors Office releases their report on the internet, Intranet website and paper distribution, while the Police Prosecution Division releases their reports on paper distribution.

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires The Public Prosecutors Office releases their report on an annual basis, while the Police Prosecution Division releases their reports on a monthly basis.

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites...)?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

- Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
 Pouvoir législatif
 Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)
 Président de la juridiction
 Autre (veuillez préciser) :The manager of the Court Administration
 NAP

Commentaires

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

- Oui
 Non

Commentaires

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

- Oui
 Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

- Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)
 Procureur général /Procureur de la République
 Conseil supérieur des procureurs
 Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
 Autre (veuillez préciser) :by each prosecutors' personal manager
 NAP

Commentaires

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

- Oui
 Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

4. Procès équitable

4.1. Principes

4.1.1 Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires Challenge of judges are submitted as a request in the case file itself. We were able to receive the number of initiated procedures in the lower courts that were requested as "challenges of Judges" – 465 requests in 441 cases. However, there might be additional requests that were not submitted under the correct request type.

There is no computerized way to obtain the number of requests that were approved.

151 appeals regarding challenges were submitted to the Supreme Court, while 7 of them were approved

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[] Pour les procédures civiles (durée)

[] Pour les procédures pénales (durée)

[X] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour

européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Courts Administration.

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

en matière civile (petits litiges)

en matière pénale (infractions mineures)

en matière administrative

Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

affaires civiles

affaires pénales

affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance



091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	351 667 [] NA [] NAP	426 454 [] NA [] NAP	413 452 [] NA [] NAP	377 787 [] NA [] NAP	72 402 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	348 077 [] NA [] NAP	415 934 [] NA [] NAP	402 821 [] NA [] NAP	374 297 [] NA [] NAP	72 120 [] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				
3. Affaires administratives	3 590 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 520 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 631 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 490 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	282 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

Commentaires With regard to Administrative Law Cases, we corrected the classification of some administrative cases that were once classified as civil.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	128 581 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	434 619 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	423 483 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	142 547 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 435 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

1. Infractions graves	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Autres affaires pénales	8 157 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	251 666 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	253 701 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 344 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 418 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : The distinction between minor and severe offenses in Israel does not correspond with CEPEJ's classification, therefore, the figure provided under "Total of criminal cases", in this cycle and the ones before it, include all the cases that the case-management system classifies as criminal cases.

In this cycle we differentiated between criminal cases (in which a sanction may be imposed) and other cases (such as various requests that open as a separate criminal case, arrests, criminal complaints, locating of suspects, parole committees, inquiries into the cause of death, etc).

Criminal cases: Pending Jan 1st: 120,424; Incoming – 182,953; Resolved -169,782; Pending Dec 31st – 134,203; Pending over 2 years – 10,017.

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	3 936 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 590 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 980 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 533 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	182 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	3 936 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 590 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	8 980 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 533 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	182 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP				
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP				
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP				
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP				
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP				
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP				
3. Affaires administratives	[] NA [X] NAP				
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP				

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	981 [] NA [] NAP	10 964 [] NA [] NAP	11 118 [] NA [] NAP	881 [] NA [] NAP	5 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2. Infractions mineures	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP				
3. Autres affaires	8 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	42 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	10 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. The distinction between minor and severe offenses in Israel does not correspond with CEPEJ's classification, therefore, we included all criminal cases in which a sanction may be imposed under the category of severe criminal cases. In this cycle we also differentiated between criminal cases (in which a sanction may be imposed) and other cases (such as criminal complaint appeals, appeals against the publication of the defendants name, etc). Criminal cases: Pending Jan 1st: 973; Incoming - 10922; Resolved - 11076; Pending Dec 31st - 871; Pending over 2 years - 5.

Other cases: Pending Jan 1st: 8 ; Incoming -42 ; Resolved - 42; Pending Dec 31st -10; Pending over 2 years – 0.

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême



099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	2 624 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 716 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 478 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 862 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	315 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	1 512 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 446 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	3 234 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 724 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	111 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP				

2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
2.3. Autres affaires non contentieuses	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			
3. Affaires administratives	1 112 [] NA [] NAP	2 270 [] NA [] NAP	2 244 [] NA [] NAP	1 138 [] NA [] NAP	204 [] NA [] NAP
4. Autres affaires	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP			

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. Administrative law cases- The gap in the data lies in the number of court cases submitted to the High Court of Justice. At the end of 2018, some of the cases pending in the High Court of Justice, such as population registry, deportation, the Law of Return and the Citizenship Law, and others were transferred to the District Courts. Thus, the amount of cases opened and the pending cases in 2020 was smaller. In addition, in 2018, more High Court of Justice cases were closed in relation to the number of new cases that were opened, which widened the gaps between 2018 and 2020.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure NA

() Non

Commentaires

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	446 [] NA [] NAP	3 511 [] NA [] NAP	3 463 [] NA [] NAP	494 [] NA [] NAP	14 [] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1^{ère} instance.

	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	19 902 [] NA [] NAP	29 377 [] NA [] NAP	30 607 [] NA [] NAP	18 761 [] NA [] NAP	4 376 [] NA [] NAP
Licenciement	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Faillite	57 629 [] NA [] NAP	23 485 [] NA [] NAP	17 183 [] NA [] NAP	75 020 [] NA [] NAP	28 272 [] NA [] NAP
Vol avec violence	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Homicide volontaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Following an amendment to the Law of Insolvency and Economic Recovery, 2018, all cases opened since 1.9.2019 are heard in front of a Magistrate Court (instead of the District court). The amendment to the law led to an increase in the number of new cases (incoming cases).

=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et

du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. The handling of applications for political asylum is carried out in accordance with the law in Israel, while considering Israel's commitments under the 1951 Geneva Convention relating to the status of Refugees and the 1967 Protocol relating to the status of Refugees. The authorized persons will also be able to be aided by the UN Refugee Agency Handbook.

Persons staying illegally, who have submitted an application for political asylum, will not be deported until a final decision is made regarding their application.

This procedure does not derogate from the case law, according to which no person is to be expelled to an area in which there is prospective threat to his life, under the principle of non-refoulement.

For further information on the procedure for handling political asylum seekers in Israel see:

5.2.0012 (www.gov.il)

With regard to the right of entry and stay for aliens, the Minister of the Interior of the State of Israel is in charge of implementing the laws of the State, which specify the conditions for entering Israel (the Law of Return, 5710 - 1950, and the Entry into Israel Law, 5712 - 1952). The power to implement these laws abroad was delegated to the Minister of Foreign Affairs (Official Announcements Gazette 255 of October 16, 1952) and to Israel's representatives abroad (Official Announcements Gazette 2465 of October 7, 1978). Israel has visa exemption agreements with many countries - for visits of up to 90 days. the types of visas granted by the state is as follows:

Immigration visa •A/1 Temporary Resident visa •A/2 Student visa •A/3 Clergy visa •A/4 visa for spouses and children •B/1 Work visa •B/2 Visitor's visa

For further information: <http://mfa.gov.il/MFA/ConsularServices/Pages/Visas.aspx>

101-2. Nombre d'affaires d'abus sexuels d'enfants et de pornographie enfantine reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie enfantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : Sexual Abuse of Children – The Israeli Penal Law provides several provisions with respect to the protection of minors from sexual offenses such as child prostitution and defines increased punishment when minors are involved. For example, Rape in s. 345 of the Penal Law, Forbidden intercourse despite consent in s. 346 of the Penal Law or Sodomy in s. 347 of the Penal Law.

Child Pornography- The Israeli Penal Law states that if a person publishes obscene material or prepares such materials for publication, or if a person presents, organizes or produces an obscene display in public, or in a place which is not public then he/she shall be liable for three years of imprisonment (section 214 of the penal law). Additionally, if a person published an obscene publication and it includes a person who looks like a minor, including a representation or a drawing of a minor, he/she is liable for five years of imprisonment (section 214b of the Penal Law), and if a person utilized the body of a minor in order to advertise an obscenity, or uses a minor in the presentation of an obscenity, he/she is liable for seven years of imprisonment (Section 214(b1) of the Penal Law). For further information see the initial Report Concerning the Implementation of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography, Ministry of Justice, State of Israel (2012) sections 34 and 35.

<https://www.gov.il/BlobFolder/dynamiccollectorresultitem/the-rights-of-child-sale-prostitution-pornography/he/IMPLEMENTATION%20OF%20THE%20OPTIONAL%20PROTOCOL%20TO%20THE%20CONVENTION%20ON%20THE%20RIGHTS%20OF%20THE%20CHILD%20ON%20THE%20SALE%20OF%20CHILDREN,%20CHILD%20PROSTITUTION%20AND%20CHILD%20PORNOGRAPHY.pdf>

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1ère instance (en jours)	Durée moyenne en 2ème instance (en jours)	Durée moyenne en 3ème instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances

Affaires civiles et commerciales contentieuses	Valeur numérique maximale autorisée : 100 3 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 9 [] NA [] NAP			
Divorce contentieux	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Licenciement	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 22 [] NA [] NAP			
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires Insolvency cases (questions 101, 102) comprise mainly of bankruptcy cases, but also include liquidation of companies. The percentage of decision subject to appeal is 0.2%. Since we could not answer the section with a decimal point, we wrote 0%.

Until the end of 2017, insolvency cases would close with a judicial decision regarding the insolvency proposal, thus, most of the time spent on the case was handled in a closed file. From 2018, these cases were considered closed only after the payment plan was completed, thus changing the closing date of these cases in our case management system to include all of the judicial time spent on this case.

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. In Israel, the religious tribunals, who are outside of the management, administration and budget of the Courts' Management, also have the authority to grant a divorce. These are the Rabbinical, Muslim and Druze religious tribunals, which operate under the Ministry of Justice, and the tribunals for the various Christian denominations, which operate independently. These tribunals have jurisdiction in various matters of personal status, such as marriage, divorce, custody, division of assets and alimony. Decisions of the appellate tribunals of these courts are subject to a limited review by the Supreme Court. Apart from marriage and divorce, these issues

have parallel jurisdiction in the regular magistrate courts, sitting as Family Courts. The exception are divorces for couples who belong to more than one religion – these dissolution procedures are handled solely in the civil court system, in the Family Courts. The Law for the Arrangement of Litigation in Family Disputes" came in to force in July 2016. By virtue of this law, parties to a family dispute (family dissolution, divorce and separation) are obligated to attend up to four court ordered meetings at the family courts' assistance units, before their cases can be tried in court. The main purpose of these meetings are to provide the parties with clear and accessible information that will enable them to make an informed decision before engaging in an ADR procedure or opening a case in court. In that respect, it is important to emphasize that while attendance in these meetings is compulsory; any settlement reached in the process will be reached through mediation and will reflect the voluntary consent of both parties.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. We emphasize that till the 2014 cycle, we calculated the length of proceedings by subtracting the case's closing date (the date of the final judgment granted by the judge) from the case's filing date, for each of the cases belonging to the category and time period examined. However, these figures in our case management system do not necessarily reflect the actual date in which a final judgment was rendered since requests can be made directly to the judge in closed cases and there is no way to choose only those cases that are closed and will not receive additional requests. Therefore, we did not calculate the average length of the procedure in the different instances.

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

- [X] diriger ou superviser l'enquête policière
- [] mener des enquêtes
- [X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- [X] porter une accusation
- [X] soumettre l'affaire au tribunal
- [X] proposer une peine au juge
- [X] faire appel
- [] superviser la procédure d'exécution
- [X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)
- [X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- [] autres attributions significatives (veuillez préciser) :

Commentaires

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.2.. Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.3. Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.4. Affaires portées devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Section 3.3 - cases closed for other reasons - consists of cases that were closed without investigation because the circumstances of the cases did not justify doing so, cases that were closed due to a stay of proceedings, cases closed in light of a determination regarding the sanity of the defendant and those closed due to the transfer of investigation to another investigating authority.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Only the Public Prosecution Office was able to provide us with data pertaining the amount of guilty plea procedures (3,921).

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The sources for the Case flow data: Supreme Court - IT Department; Courts' Management- IT Department.
The sources for cases processed by the public prosecutor: the Police Prosecution division; The Ministry of Justice - the State Attorney's Office

5.Carrière des juges et procureurs

5.1.Recrutement et promotion

5.1.1Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[] principalement par concours (concours ouvert)

[X] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[] autre (veuillez préciser) :

Commentaires

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[] Une instance composée seulement de juges

- Une instance composée seulement de non juges
- Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges. S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : See question 111

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : The decision of the Judicial Selection Committee is an administrative decision subject to review by the Supreme Court. this "review" is not a regular appeal, but rather a petition that can be submitted to the Supreme Court

Furthermore, it is important to note that the decision of the committee not to select a particular candidate is not a decision that harms or effects his future candidacy. A candidate who is not elected in a particular committee and is included in the database of candidates, continues to be in the database (for a limited period, as defined in the regulations) and can be presented for discussion in future committees by those competent to do so (under section 7(4) of the basic law: judiciary).

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

- Concours/Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : See question 113-1.

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

- Les années d'expérience
- Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)
- La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»):

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

Un modèle mixte (veuillez expliquer)

Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The State Attorney's Office is part of the law enforcement system in the State of Israel, but its decisions are made at professional and independent discretion, and are subject to the provisions of the law and the instructions of the Attorney General and the State Attorney.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

- Instruction orale
- Instruction orale avec confirmation écrite
- Instruction écrite
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

- Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent
- Obligatoires
- Motivées
- Enregistrées dans le dossier
- Autre
- NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

- Exceptionnelles
- Occasionnelles
- Fréquentes
- Systématiques
- NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

- Oui
- Non
- NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

- principalement par concours (concours ouvert)
- principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)
- une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires The Police Prosecution Division choose the fourth option- "Other"- a combination of all options

The Public Prosecutors Office choose the fourth option- "Other"- Cognitive and Professional Exams; Professional interview; Examinations Committee.

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- Une instance composée seulement de procureurs
- Une instance composée seulement de non procureurs
- Une instance composée de procureurs et de non procureurs
- Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs :

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : Since the answer to this questions involves two separate authorities, we cannot provide one answer as to the size and composition of the committee. However, both authorities stated that the composition of the committee changes in accordance with the needs of each recruitment.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : In the Police Prosecution Division, non selected candidates can appeal to a "recruitment bureau".
In the Public Prosecutors Office, non-selected candidates cannot appeal against the decision of the recruitment/appointment committee.

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?The Police Prosecution Division conducts its own promotion process. In the Public Prosecutors Office, each tender has a specific committee composed of different members.

Commentaires The Police Prosecution Division conducts its own promotion process. In the Public Prosecutors Office, each tender has a specific committee composed of different members.

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Concours / Examen
- Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)
- Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) :

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

- Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s) »): The "Other" - refers to the yearly evaluation of the prosecutors superiors, together with yearly socio-metric measures and management skills at the Police Prosecution Division and to recommendations at the Public Prosecutors Office.

5.1.3 Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :

Non

Commentaires In that cycle we were able to get information regarding the Sharia court:

Qadi can be transferred to another sharia court, without his/her consent, for disciplinary reasons and for organizational/administrative reasons (according to Section 16 to the Qadi Law).

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :

Non

Commentaires

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :2

Non

Commentaires Prosecutors in The Police Prosecution Division and The Public Prosecutors Office, has probation period of 2 years.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires See Q123 for explanation.

126-1. Est-il renouvelable ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Police Prosecution Division
The Public Prosecutors Office

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Formation continue générale	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires A.Regarding Initial training – the initial training includes concentrated training days, individual training by specialization and on-the-job personal training at the court level

B.Regarding In-service training for the use of computer facilities in courts – local representatives of the information systems division perform this training and not the Center for Judicial Education and Training. C.Regarding In-service training on ethics- These trainings are provided as part of a systematic mandatory training process that each new judge receives and on a regular basis at the local level by ethics officers (judges appointed and trained for the benefit of the cause).

D.Regarding In-service training on child-friendly justice- Every juvenile judge regularly undergoes training focused on judging of children and youth throughout his or her tenure. Additionally, every judge ordained to engage in criminal cases involving children is also obligated to take part in training. There is separate training for proceedings conducted in the District Courts and the Magistrates' Courts.

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [X] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : A.In-service training for specialised judicial functions - There are seminars that are held yearly in which different judges take part every year and there are seminars that their content differ every year for all the judges to attend. B.In-service training for management functions of the court -every year an annual training takes place for all the executive judges (presidents and vice presidents). In addition, there are a variety of meetings at a local level led by the unit for organizational development (with the assistance of organizational consultants) C.In-service training for the use of computer facilities in courts- basic training is conducted when ordained, while support, guidance and reinforcement for the judges is conducted according to personal need. D.In-service training on ethics- the ethics officers' conduct training two to three times a year with an emphasis on recent decisions of the Ombudsman of the Israeli Judiciary.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires The compulsory training of the Police Prosecution Division includes initial training; general in-service training; In-service training for specialized functions; in-service training for management functions and in-service training for the use of computer facilities in office. The optional training includes in-service training for specialized functions (e.g. testimony of people with disabilities, dependent persons or combined economic enforcement.) The compulsory training of the Public Prosecutors Office includes some initial training courses; some general in-service training courses; in-service training for specialized functions; in-service training for the use of computer facilities in office and in-service training on ethics.

The optional training includes other initial training courses, other general in-service training courses and in-service training on child-friendly justice.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input checked="" type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : In the Police Prosecution Division, general in-service training, in-service training for specialized functions, management functions and for the use of computer facilities in office are occasional. In the Public Prosecutors Office, all types of training take place regularly, except for in-service training for the use of computer facilities in office, in which "no training was proposed".

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
------------------------------	------------------------------	--------------------------------

Institution(s) pour les juges	[]	[]	[X]
Institution(s) pour les procureurs	[]	[]	[X]
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	[]	[]	[]

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	203 045 [] NA [] NAP
Institution(s) pour les procureurs	7 102 [] NA [] NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	[] NA [X] NAP

Commentaires Due to the Pandemic and the lack of an approved state budget, most of the planned training was canceled or postponed and the total budget was reduced dramatically for both institutes.

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. NAP

5.2.4 Nombre de formations



131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Pour les juges	11 [] NA [] NAP	18 [] NA [] NAP	102 [] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	4 [] NA [] NAP	4 [] NA [] NAP	12 [] NA [] NAP

3. Pour le personnel non-juge	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	33 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Pour le personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Formations pour les autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice

. Due to the Pandemic, part of the planned training was canceled or postponed. For Judges:

A. Number of in-person training courses available -The Center for Judicial Education and Training held only 11 in-person trainings throughout 2020 (out of 57 planned activities) as well as conducting 4 evaluation assessments for judicial candidates (out of 6 planned evaluation assessments).

B. Number of delivered in-person training courses in days- The Center for Judicial Education and Training conducted 18 days of in-person courses and seminars in 2020 (out of 120 planned days). The number of activity days of evaluation assessments for judicial candidates that actually took place was 15 days (out of 30 planned days).

C. Online training courses available during the reference year (e-learning) - According to the original plan, no online training and activities were scheduled for 2020. Prior to 2020, the Center for Judicial Education and Training never conducted online training. In the period between 1.5.2020 - 31.12.2020, the Center for Judicial Education and Training carried out eight full seminars (09: 00-17: 00) using the ZOOM platform. The center also conducted 94 independent lectures regarding legal knowledge, skill acquisition and enrichment activities throughout this period. These lectures were uploaded to a digital library available to all judges.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Juges	490 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	350 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procureurs	184 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 500 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-juge	62 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 558 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Personnel non-procureur	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres professionnels	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Due to the Pandemic, part of the planned training was canceled or postponed.

For Judges: A. Number of in-person training courses available -The Center for Judicial Education and Training held only 11 in-person trainings throughout 2020 (out of 57 planned activities) as well as conducting 4 evaluation assessments for judicial candidates (out of 6 planned evaluation assessments).

B. Number of delivered in-person training courses in days- The Center for Judicial Education and Training conducted 18 days of in-person courses and seminars in 2020 (out of 120 planned days). The number of activity days of evaluation assessments for judicial candidates that actually took place was 15 days (out of 30 planned days).

C. Online training courses available during the reference year (e-learning) - According to the original plan, no online training and activities were scheduled for 2020. Prior to 2020, the Center for Judicial Education and Training never conducted online training. In the period between 1.5.2020 - 31.12.2020, the Center for Judicial Education and Training carried out eight full seminars (09: 00-17: 00) using the ZOOM platform. The center also conducted 94 independent lectures regarding legal knowledge, skill acquisition and enrichment activities throughout this period. These lectures were uploaded to a digital library available to all judges.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	123 818 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	488 129 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	181 440 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	715 291 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur au début de sa carrière	36 794 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	145 056 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	108 417 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	427 416 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Retraite spécifique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Logement de fonction	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre avantage financier	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Other financial benefit include: Integration of car benefits or vehicle costs; mobile phones and payments, retirement benefits,

vacation policy, tuition benefits available to eligible dependents etc..

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Médiateur	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser.

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Consultant	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Médiateur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser :

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

- Oui
 Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

- Oui
 Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

- Juges uniquement
 Juges et représentants d'autres professions juridiques
 Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

- Oui
 Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The decisions of the Ethics Committee mainly entail questions regarding combining judicial work with other functions, taking part in specific events, lecturing, etc. Please find all the ethics committee decisions here:

<https://ethics.court.gov.il/decisionsList.aspx>

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

- Oui

() Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser :

Commentaires

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc. The Ethics Committee of the Israel Bar Association annually publishes the directives and decisions of the National Ethics Committee, which all prosecutors are subject to.

5.4. Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Ceci n'est pas possible

Commentaires "Other" refers to anyone who sees himself or herself injured by judicial misconduct. The Ombudsman of the Israeli judiciary investigates complaints regarding judges' conduct, such as the use of offensive language in courts' decisions or during a hearing; misconduct outside the court; and complaints regarding the manner in which the trials are conducted, such as unreasonable prolongation of proceedings. The judges that are subject to the review of the Ombudsman are: judges and registrars from the general court system, including labor court judges; religious court judges; and military judges.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

Citoyens

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :judges, the Department for Internal Investigations in the Israel Police, the minister of justice, the attorney general and any person or body that has a complaint against prosecutors

Autre (veuillez préciser) :judges, the Department for Internal Investigations in the Israel Police, the minister of justice, the attorney general and any person or body that has a complaint against prosecutors

Ceci n'est pas possible

Commentaires Other" includes judges, the Department for Internal Investigations in the Israel Police, the minister of justice, the attorney general and any person or body that has a complaint against one or more of the following:

The State Attorney's Office; Police Prosecutors; Lawyers holding power of attorney on behalf of the Attorney General (who work in the Ministry of Homeland Security, the Ministry of Finance, The Ministry of Welfare, etc.); and appointed prosecutors by virtue of official appointment letter from the Attorney-General (such as the Tax Authority and the Israeli Antiques Authority).

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

Tribunal

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Cour Suprême

Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Faute déontologique	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Autre	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 10)	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Suspension	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Amende	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

6. Rétrogradation de poste	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
8. Démission	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
9. Autre	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
10. Révocation	0 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The disciplinary court-unit in the police is in charge of disciplinary proceedings against police prosecutors.
The Discipline Department in the Civil Service Commission is in charge of disciplinary proceedings against prosecutors from the state attorney's office
A judge is subject to the jurisdiction of a Disciplinary Court.

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	74 971 [] NA	39 390 [] NA	35 581 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui (X)

Non ()

Commentaires

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires de licenciement	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Défendeur	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires administratives	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats :

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Membre de la famille	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Other refers to representation in the labor court by a close friend or family member. However, we note that the labor courts will allow such representation only in exceptional cases. In addition section 34 to the labor courts law states that a person may be represented by an Organization of employees or employers

With reference to small claims cases, we note that claimants may be represented by an organization approved by the Minister of Justice (such as the Israel Consumer Council) or by another person.

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

- [X] Activité notariale
- [X] Arbitrage/médiation
- [X] Mandataire
- [X] Syndic de copropriété
- [X] Agent immobilier
- [] Autres (veuillez préciser) :

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

- [X] Avocat indépendant
- [X] Avocat salarié
- [X] Avocat d'entreprise

Commentaires

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- [X] un barreau national
- [X] un barreau régional
- [] un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire:

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- () Oui
- (X) Non

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Israeli Bar Association

Official website: <http://www.israelbar.org.il/english.asp?catid=372&me>

6.1.2 Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

Oui

Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui, la loi contient des règles

Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles

Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés?

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

- le Barreau
- le législateur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l’avocat
- le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser :

160. Quelle est l’autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
- Le ministère de la Justice
- Une instance professionnelle
- Autre (veuillez préciser) :The five district Disciplinary Tribunals and the National Disciplinary Tribunal of the Israeli Bar Association.

Association.

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l’encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu’une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	322 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	306 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l’encontre des avocats.

Nombre de sanctions

Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	235 [] NA [] NAP
1. Réprimande	26 [] NA [] NAP
2. Suspension	106 [] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	1 [] NA [] NAP
4. Amende	53 [] NA [] NAP
5. Autre	49 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons : Other includes warnings, probation, denial of membership and prohibition on practicing law.

The difference between the number of disciplinary proceedings and the number of sanctions is mainly due to proceedings that ended with an acquittal, without a verdict or without penalty.

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In Israel, In some fields there is a mandatory informative sessions, and not a mandatory mediation.

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur?

Oui

Non

Commentaires -Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés : In the civil field of law there are two mandatory mediation procedures that take place:

In civil cases, in which litigants claim compensation of up to 40,000 NIS (10,146 Euro), excluding a car accident compensation claim and personal injury claims, the parties are obligated to attend a single court ordered meeting in order to consider the possibility of settling the case out side of the court-room. The first meeting is free of charge and held by a certified registered mediator. Should the parties give consent to mediation, they will share the mediator's fee for the rest of the meetings. Since July 2016, and By virtue of "the Law for the Arrangement of Litigation in Family Disputes", parties to a family dispute (family dissolution, divorce and separation) are obligated to attend up to four court ordered meetings at the family courts' assistance units, before their cases can be tried in court.

The main purpose of these meetings is to provide the parties with clear and accessible information that will enable them to make an informed decision before engaging in an ADR procedure. In that respect, it is important to emphasize that while attendance in these meetings is compulsory; any settlement reached in the process will be reached through mediation and will reflect the voluntary consent of both parties.

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=



166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	352 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	102 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	250 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires At the end of 2018 and following the entry into force of the Court's Regulations (List of Mediators), 2017, the temporary list of mediators used till then expired and all mediators who wanted to be included in the courts list had to submit a request to the court administration. This new procedure reduced the amount of mediators.

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales	1 212 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 064 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 241 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	7 415 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 827 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la source : In 2020, 12,358 labour cases and 6,405 civil and commercial cases were referred to court-related mediations. Source: Mediation Division, Court's Management.

Within the number of cases for which parties agreed to start mediation, the cases which were referred to mediation before the start of the reference year but for which parties agreed to start mediation in 2020 are not included as we are not able to calculate them. Similarly, within the Number of finished court-related mediations are not included cases for which parties agreed to start mediation before the start of the reference year. However, the number of cases in which there is a settlement agreement includes all settlements concluded in the reference year regardless of when the mediation started which is why the number is higher (for civil and commercial cases the number of settlements of cases for which parties agreed to start mediation during the reference year is 782)

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) :

Commentaires

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Mediation Division, Court's Management, Statistics Division

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat



169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	92 [] NA	90 [] NA	2 [] NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	92 [] NA [] NAP	90 [] NA [] NAP	2 [] NA [] NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Juges	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autres	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : In addition, the Enforcement Bureau has enforcement registrars who conduct judicial tasks, similar to the Rechtspfleger. These registrars have autonomous competence and their decisions can be subject to appeal. In 2020, the number of enforcement registrars was 73 (19 male and 54 female), and this number was not included in the number of enforcement agents provided above. The Enforcement Registrar and in some cases, the Chief Administrator of the Bureau, are authorized to hold hearings and to decide in each stage of the enforcement proceeding.

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

diplôme

expérience professionnelle

examen spécifique

procédure de nomination par l'Etat

formation initiale

autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :

Non, veuillez indiquer la durée du mandat : One year

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie conservatoire des immeubles	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des rémunérations	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Saisies des bateaux et des navires	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques

- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : There is a procedure for officials that is published on the Collection and Enforcement Authority website

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Every two years

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

- Oui
- Non

Commentaires Smart Cards were introduced and allow the submission and transference of documents and electronic notifications.

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

- Oui
- Non

Comentaire - Veuillez expliquer : The creditor pays the fees. However, if the enforcement proceedings are successful, the debtor will pay back the fees to the creditor

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires The creditor pays the fees. However, if the enforcement proceeding is successful, the fees are added to the original debt and are to be paid by the debtor.

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The Law Enforcement and Collection Authority.

8.1.5 Organisation de la profession et efficacité des services

177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

autre (veuillez préciser) :Improper conduct; conduct that does not comply with the regulations and guidelines set by the Enforcement and Collection Authority.

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
pour les affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de

signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

entre 1 et 5 jours

entre 6 et 10 jours

entre 11 et 30 jours

plus (veuillez préciser) :

NA

Commentaires

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Pour faute déontologique	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Pour délit pénal	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	20 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

4. Amende	0 [] NA [] NAP
5. Autre	0 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons :

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : The Enforcement and Collection Authority.

8.2.Exécution des décisions pénales

8.2.1Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :Israeli police

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

190. En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
- Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

- 80-100%
- 50-79%
- Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9.Notaires

9.1.Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	6 528 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d'une autorité publique)	6 528 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Officiers publics nommés par l'Etat	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l'Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l'Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination.

192-1. Quelles sont les conditions d'accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :62 or 67
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser :

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

Veuillez sélectionner une option

Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. In addition, pursuant to Section 7 of the Notaries Law, only a certified Notary can authenticate documents that are intended for use outside of Israel.

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

- Transaction immobilière
- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires In February 2021 the Notaries Regulations were amended so that a Notary can make an electronic notarial certificate (digitization of the certificate itself).

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce

- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser)
- Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par le notaires ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser :

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre de l'état civil/ de la population	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Aucun	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
 Autres autorités publiques
 Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
 le tribunal
 le ministère de la Justice
 le procureur
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

- Oui
 Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	()	(X)
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	()	(X)

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation :

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Department for the licensing of notaries in the Ministry of Justice.

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires Today, interpreters need to pass a security background check regarding their criminal record. Interpreters participating in the high court of justice hearings need to pass an additional security check. There are a few interpreters who have very high security classification for highly classified hearing. In the coming years, court interpreters will need to successfully finish a training course developed by the court administration, which includes professional, legal and ethical aspects before being able to work in the court system.

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[587]

NA

NAP

Commentaires

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) : Following the recent tender for court interpretation (2019), the quality standards of court interpretations were increased and supervision mechanisms were put in place to insure them.

Surveys are conducted once every six months to both judges and the secretariat in order to identify and solve failures. A glossary, that should serve the interpreters, is currently being written under the supervision of the Legal Department.

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Secretariat and Operations Division of the courts administration

11.Experts judiciaires

11.1.Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée.

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires The case management system used by the courts contains a list of technical and medical experts. The registration on the list is decided following a court decision to appoint a said expert. Currently, the registration on the list is not limited in time and no examination is conducted regarding the skills of the experts already on the list. At present, however, a pilot project designed to establish a pool of registered and regulated experts is being conducted in Tel Aviv.

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

Les tribunaux

Un organe administratif

Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)

Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement :

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? Appointment of experts outside the list of experts occurs when there is no expert available within the list or certain expertise is required that does not exist for the expert on the list.

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

- Oui
- Non

Commentaires

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	5 727 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	23 403 [] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	23 387 [] NA [] NAP
2. Affaires administratives	3 [] NA [] NAP
3. Affaires pénales	13 [] NA [] NAP
4. Autre affaires	[] NA [X] NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarif par exemple)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Salaires de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	(X)	()
Qualité de l'expertise	()	(X)
Autre	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : The procedural provisions specify time limits to provide the report to the judge, with more or less flexibility for the expert. In most cases, the judge decides this provision. In claims for damages caused by road traffic accidents, the law states that the expert will submit his report within 30 days, unless the judge decided otherwise.

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser :

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

[] Le processus de sélection

[] La formation initiale ou continue

[] Les procédures disciplinaires

[X] NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The Court Administration.

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : In January 1, 2021, the new civil procedure rules came into force. These rules replaced the previous regulations and brought upon a comprehensive reform in the way Israeli court proceedings are conducted. The new regulations aim to enhance efficiency, simplify proceedings, save judicial time, shorten the duration of the litigation and eventually create more certainty. Some of the main changes introduced by the new rules are: A. the parties must file a list containing all the motions they intend to file, and in the first pretrial hearing, the judge will decide which of them will be heard orally and which will be heard by written submissions. B. the new regulations includes new limitations on the scope of the pleadings and the chapters they must include, and pleadings that do not comply with the regulations will not be accepted. C. the rules also create a new function of a "legal secretary" (a lawyer authorized by the President of the court) who examines all documents submitted to the court and has the authority to disqualify a document that does not meet the formal and structural requirements. D. the new regulations mandate a formal meeting between the parties within 30 days after the last pleading submission (and before the parties appear in court) in order to try and resolve the dispute through alternative dispute resolution mechanisms (e.g., mediation).

208-2. Budget

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In accordance with a temporary provision dealing with representation in proceedings under the Prohibition of Discrimination Law, representation will be given without a test of economic eligibility for a person suing in a civil proceeding under the Prohibition of Discrimination in Products, Services and Entry into Entertainment and Public Places, 2000. In 2020, due to the COVID virus, two additional provisions were added: (1) legal representation will be given to the person who was in isolation due to the corona virus` (2) representation will be given without a test of economic eligibility for a parent of a minor whose custody of the child has been denied for the other parent due to committing a murder offense, attempted murder of the other parent or one of the children, rape or sodomy of the child (See section 27A of the Legal Qualifications Law.) In addition, there is an obligation to represent the minor himself (separately) if he is over the age of 14, unless there are special reasons.

Planned reforms: (1) A draft memorandum that has not yet been circulated to expand the legal aid provided to victims of sexual offenses in criminal proceedings for additional offenses, and to extend legal aid in civil proceedings so that the test of economic eligibility is abolished. (2) Arranging representation without a test of economic eligibility for parents and minors in proceedings under the Youth Law (care and supervision) 1960 (3) Representation of minors under the age of 15 in involuntary hospitalization proceedings, and representation for parents in forced hospitalization proceedings of their minor children. In addition, a reform is planned in the recruitment processes of lawyers operating on behalf of the legal aid

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser :

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Digital investigation file - a project carried out in collaboration with the Israel Police Force, the Ministry of Internal Security and the Ministry of Finance. The purpose of the project is to move from paper files to digital media in order to centralize all the investigation materials and case documents in a digital platform available to attorneys. Community Courts - Community courts are designed to reduce the recidivism phenomenon by rehabilitating offenders in the community, as a substitute for actual prison sentences. This, in light of the assumption that dealing with recidivism also requires dealing with the in-depth problems that lead to it. This is an innovative model and a unique procedure designed to create a rehabilitative framework for the defendant - after taking responsibility for his actions - under close judicial supervision and the involvement of prosecutors, welfare and the community. In order to assist in the rehabilitation proceedings and advance the goals mentioned above, a Community Courts Forum has been established in the State Attorney's Office, jointly with the Police Prosecution Division. Enforcement in the Arab sector - a plan to increase criminal and integrated enforcement against crime in the Arab sector. The plan includes the establishment of district squads led by the district attorneys,

supervised, and directed by the State Attorney's headquarters. These squads will lead targeted projects to reduce crime in the Arab sector along with integrated and dedicated diverse enforcement; assist and support in establishing an independent and effective prosecution system in the local authorities in the Arab sector; conduct cyber enforcement actions against illegal content on various websites that appeal to the Arab sector; and promote a joint dialogue between law enforcement and Arab sector leaders to find common solutions to problems, barriers and increase trust, while integrating and training persons in the community.

Economic Enforcement Squads - Over the past five years, the Israel Police has significantly developed its economic enforcement system. As a result, the volume of property seized under money laundering portfolios has increased (except during Covid). Dedicated attorneys from the relevant district or from one of the national units accompany almost all significant cases in which lots of property was seized. The Economic Enforcement Squad accompanies these cases, working side by side with the investigating unit, reviewing the investigation materials as soon as possible, analyzing them and advising investigators on how to proceed with the investigation to establish a factual basis for economic offenses and seizures. The economic enforcement squads specialize in managing and accompanying these cases in order to improve and streamline the handling of these cases.

Secretarial Operations Improvement Project - Unification, streamlining, and implementation of operations in the criminal and civil prosecutor's districts, in order to improve legal treatment.

Judges- Due to the pandemic, the Center for Judicial Education and Training began to use the ZOOM platform in order to conduct learning and training courses in a hybrid (frontal-digital) format. In addition, a technological platform that integrates the courses into the judges' internal intranet site (the judges' portal) was developed, thus enabling the judges access to all materials, recorded lectures and training sessions.

208-7. Parité hommes/ femmes

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : Several measures are planned to take place, such as: designating jobs for women in organizations that do not meet the criteria for advancing women, expansion of rights for parents (men and women) for children under the age of five, reducing bureaucracy and making forms and documents accessible online, correction of the law to allow fathers to easily implement maternity leave for the period of birth and parenthood.

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : For further information, please see question 208-1 above.

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In 2019, the Insolvency and Economic Rehabilitation Law, 2018, came into force, which transferred the

authority to handle insolvency proceedings of an individual from the District Court to the Magistrate's Court (in cases in which the debt exceeds 150,000 NIS.). For an individual who has debts up to 150,000 NIS, insolvency proceedings are heard at the Bureau of Execution.

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : The new civil procedure rules mandate a formal meeting between the represented parties within 30 days following the last pleading submission and before the parties appear in court for the first preliminary hearing. In the mandate meeting, the parties are to examine the possibility of resolving the dispute through an alternative dispute resolution mechanism. The parties must try to limit or reduce the controversies and agree on the steps that should be taken in order to shorten the legal proceeding and to make it more efficient.

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : In 2020, a dedicated government plan was formulated with the aim of reducing violence and crime in the Arab sector. For further information, please see question 208-6 above.
arab_Violence_Report_2020_Hebrew.pdf (www.gov.il)

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : During the Covid pandemic (2020), there was a significant increase in the number of applicants for welfare assistance. Furthermore, there was an increase in the number of women murdered by their spouses in comparison to the previous year. This significant increase highlights the importance of increasing the activities of welfare services to prevent the phenomenon, to locate families that are stuck in the cycle of violence, to provide assistance and support to victims of violence and to rehabilitate violent men. In the State Comptroller's report, they recommended that the treatment of the phenomenon be carried out in cooperation between all the official actors operating in the field (the Ministry of Welfare, local authorities, the Ministry of Health, the Ministry of Education, the Ministry of Internal Security, the police and the Authority for Combating Violence) in order to eradicate domestic violence that causes immediate and long-term damage to both the individual and the community as a whole. This treatment must maintain the therapeutic continuum of both the offender and the injured party while providing appropriate training to the therapists and reducing their workload. (mevaker.gov.il)

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : For further information, please see questions 208-1 and 208-9 above.

208-16. Autres

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : A. Notary - In 2020, an online remote signing service was established in the Notary Register.

Notaries regulations have also been added which allows notaries to edit electronically signed documents.

Digital apostille development is expected in the near future.

B. Court interpreters-In 2019, a reform regarding the recruitment and training of translators (through tenders), was conducted. This reform included quality factors in the tender. Thus, court interpreters will need to successfully finish a training course developed by the court administration, which includes professional, legal and ethical aspects before being able to work in the court system.

For further information, please see questions 197, 200, and 201 above.